



Définition statistique des indépendants

Juin 2023

Sommaire

1.	Les indépendants en Suisse	1
2.	Bases de données principales	2
2.1	Comptes individuels de l'AVS (CI AVS).....	2
2.1.1	Revenu inscrit dans le CI AVS.....	2
2.1.2	Revenu ne figurant pas dans le CI AVS.....	3
2.1.3	Décalage des analyses reposant sur les données CI AVS des indépendants.....	3
2.1.4	Cas particulier : enregistrement relatif aux cotisations minimales.....	3
2.1.5	Types de cotisations.....	4
2.1.6	Multiactivité (cumul d'emplois).....	5
2.2	Autres sources de données (notamment ESPA) et comparaison avec le CI AVS.....	6
3.	Activité indépendante au sens de l'AVS (indépendant AVS)	6
	Définition des indépendants selon le CI AVS.....	6
	Définition des indépendants travaillant dans le secteur agricole selon le CI AVS.....	7
4.	Ancien indépendant dans l'AI et dans l'AVS	7

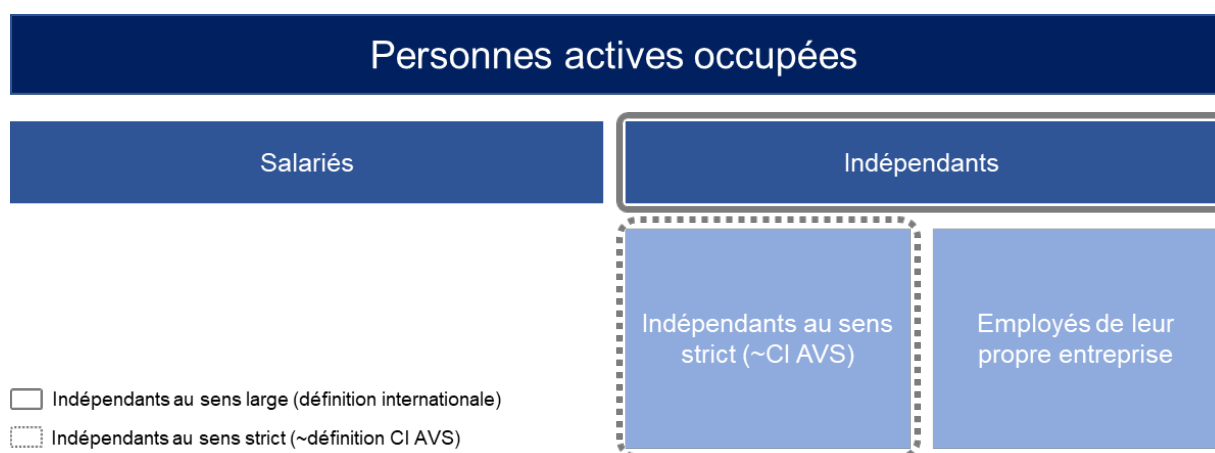
1. Les indépendants en Suisse

Le terme d'« indépendant » renvoie à au moins deux concepts.

Premièrement, il désigne les [indépendants au sens strict](#), qui sont inscrits comme tels dans le système de sécurité sociale suisse, en particulier dans le 1^{er} pilier (AVS ; *indépendants AVS*). En effet, l'AVS n'accorde le statut d'indépendants qu'aux personnes qui travaillent pour leur compte (et notamment aux entreprises individuelles et aux sociétés en nom collectif). Il s'agit, par exemple, de prestataires de services du secteur de la santé (massage, physiothérapie, fitness) ou d'artistes, d'architectes, de médecins et d'avocats ayant fondé leur entreprise individuelle.

Mais il peut aussi refléter plus largement la situation du marché international du travail. Dans ce cas, la définition repose sur les principes des enquêtes européennes sur la population active (Labour Force Surveys) réalisées dans les divers États et donc, indirectement, sur les recommandations de l'Organisation internationale du travail (OIT). Dans ce contexte, les indépendants sont les personnes qui travaillent à leur compte (voir ci-dessus) ainsi que les salariés qui détiennent la majorité du capital de la SA ou de la Sàrl où ils travaillent et sont donc « employés » de leur propre entreprise (donc salariés

ayant une position assimilable à celle d'un employeur). Cette deuxième catégorie regroupe, par exemple, de nombreuses entreprises de restauration ou d'artisanat.



La révision du droit de la Sàrl et certaines modifications du droit des sociétés anonymes, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2008, ont changé la donne. Il est dès lors devenu plus intéressant de fonder une Sàrl (et une SA), puisque cela peut être le fait d'un sociétaire unique, et a pour effet de dissoudre l'ancienne entreprise individuelle. Le seuil minimum applicable au capital social, soit 20 000 francs, a certes été maintenu, mais comme il doit être libéré en totalité au moment de la [fondation](#), la responsabilité personnelle subsidiaire des fondateurs n'est pas engagée.

2. Bases de données principales

2.1 Comptes individuels de l'AVS (CI AVS)

Les caisses de compensation (CC) tiennent un compte individuel (CI) pour chaque personne cotisant à l'AVS. Ces comptes recensent tous les revenus sur lesquels des cotisations ont été prélevées ainsi que les bonifications pour tâches d'assistance. Ces données sont ensuite transmises à la Centrale de compensation (CdC) selon une procédure spécifique et mises à disposition dans les données CI AVS.

Les données CI AVS listent les revenus soumis à l'AVS de toutes les personnes versant des cotisations du 1^{er} pilier en Suisse et qui permettront de procéder au calcul des rentes. Le cercle des assurés est fixé dans la loi, tout comme la définition des revenus soumis à cotisation et leur enregistrement dans le CI. Presque tous les résidents suisses de 18 ans et plus (20 ans pour les non-actifs) cotisent à l'AVS jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite.¹ Les salariés, les non-actifs, les indépendants et les agriculteurs indépendants sont tous enregistrés dans les données CI AVS sous leur propre type de cotisation.

Les données CI AVS ne contiennent aucune information relative au lieu de travail ou de résidence, au taux d'occupation ou au secteur d'activité.

2.1.1 Revenu inscrit dans le CI AVS

Le revenu figurant dans le CI AVS correspond au revenu soumis à l'AVS ([salaire déterminant](#)). Pour les **salariés**, il s'agit du revenu brut incluant le 13^e salaire et les éventuelles gratifications. Les diverses composantes du salaire ne sont pas différenciées.

¹ Les personnes mariées sans activité lucrative ne sont pas tenues de cotiser si leur époux ou épouse travaille et a versé au moins le double de la cotisation minimale. Les personnes vivant à l'étranger peuvent également cotiser à l'AVS, en tant que frontalier ou dans le cadre de l'assurance facultative.

Pour les **indépendants** et les **agriculteurs indépendants**, il s'agit du revenu déterminé par l'autorité fiscale puisque l'AVS se fonde sur la taxation de l'impôt fédéral direct (art. 9, al. 3, LAVS, art. 23, al. 1, RAVS). Les déductions prévues par le droit fiscal se répercutent donc sur l'AVS. Celle-ci adapte le revenu annoncé par l'autorité fiscale sur deux points : d'une part, les caisses de compensation comptabilisent les cotisations AVS/AI/APG déductibles. De l'autre, elles déduisent du revenu servant au calcul des cotisations à l'AVS, à l'AI et aux APG, un intérêt du capital propre investi dans l'entreprise. En matière de prévoyance professionnelle facultative des indépendants, l'AVS prévoit l'exemption des « versements personnels » à des institutions de prévoyance professionnelle dans la mesure où ceux-ci correspondent à la « part habituellement prise en charge par l'employeur ». L'enregistrement définitif sur le compte individuel de l'AVS correspond donc à ce revenu corrigé. Du fait des déductions autorisées, on peut supposer que les enregistrements du revenu des indépendants figurant dans les comptes individuels de l'AVS sont inférieurs aux revenus effectivement réalisés.

Les cotisations des **personnes sans activité lucrative** sont déterminées sur la base de la fortune et du revenu sous forme de rente. Pour l'inscription dans le CI, ces cotisations sont converties en revenu (cf. [tables des cotisations](#)).

2.1.2 Revenu ne figurant pas dans le CI AVS

Revenu minime : aucune cotisation n'est due lorsque le salaire ne dépasse pas 2300 francs par an et par employeur ; par conséquent, aucun revenu n'est enregistré dans les données CI AVS. L'assuré doit donc remplir son obligation de cotiser en produisant un autre revenu ou en versant la cotisation minimale. Les employés dont le salaire est inférieur à 2300 francs peuvent toutefois demander un décompte de cotisation. Dans ce cas, les revenus minimaux sont aussi enregistrés dans le CI AVS.

Franchise : les salariés exerçant une activité lucrative après l'âge ordinaire de la retraite bénéficient d'une franchise de cotisation de 16 800 francs par an. La part du revenu qui excède ce montant est soumise à cotisation. La franchise s'applique séparément à chaque relation de travail.

2.1.3 Décalage des analyses reposant sur les données CI AVS des indépendants

En raison de la procédure d'enregistrement du revenu soumis à l'AVS (voir ci-dessus), les revenus des indépendants sont annoncés avec un important **décalage** par rapport à l'année de cotisation et aux données des salariés. En comparaison avec les salariées, les dernières données disponibles remontent à 3 ou 4 ans.

Date de l'analyse	Données les plus récentes
Depuis mars 2023	2017 (complet), 2018 (quelques lacunes)
Depuis mars 2024	2018 (complet), 2019 (quelques lacunes)
Depuis mars 2025	2019 (complet), 2020 (quelques lacunes)
Depuis mars 2026	2020 (complet), 2021 (quelques lacunes)
etc.	

2.1.4 Cas particulier : enregistrement relatif aux cotisations minimales

Les données CI AVS de près d'un quart des indépendants (sans l'agriculture) ne contiennent que la cotisation minimale (2023 : 422 CHF) fixée dans les [tables des cotisations](#) de l'OFAS (revenu enregistré : 9333-9500 CHF). Les causes peuvent être très variées.

Exemple de revenu minimal en tant qu'indépendant avec revenu d'une activité dépendante :

- Si la cotisation minimale est déjà versée sur le revenu d'une activité dépendante, il peut être renoncé à la cotisation due en tant qu'indépendant pour autant que le revenu de cette activité ne dépasse pas 2300 francs. Cette exemption est facultative et il est possible que tous n'en fassent pas usage.

Exemple de revenu minimal en tant qu'indépendant sans revenu d'une activité dépendante :

- Début d'une activité indépendante pendant l'année en cours avec coûts initiaux élevés ou pertes (par ex., startup).
- Activité lucrative comme conjoint limitée et sporadique.

2.1.5 Types de cotisations

Le chiffre-clé (cgcot) figurant dans les données CI AVS indique le type de cotisations (0 à 9). Pour certains chiffres-clés (notamment 0 = assurance facultative et 1 = salarié), un code spécifique permet en outre d'isoler certains cas particuliers.

2.1.5.1 Revenu du travail (provenant d'une activité dépendante ou indépendante)

- Revenu des salariés dont l'employeur est tenu de cotiser (cgcot=1). Sans restriction, contient également diverses indemnités (voir 2.1.5.2).
- Revenu des salariés dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser (cgcot=2). Contient également les employés des ambassades ou des organisations internationales.
- Revenu des indépendants, sans les agriculteurs indépendants (cgcot=3). Il s'agit d'indépendants reconnus par une caisse de compensation.
- Revenu des agriculteurs indépendants (cgcot=9). Répertorie les agriculteurs possédant leur propre exploitation. Les employés du secteur de l'agriculture sont enregistrés sous le type de cotisations 1.
- Cas particulier (jusqu'en 2023) : revenus non formateurs de rente (cgcot=7). Jusqu'à l'entrée en vigueur d'AVS 21 (le 1.1.2024), les revenus réalisés à partir de l'année où l'assuré atteint l'âge ordinaire de la retraite ne sont plus formateurs de rente. Ces revenus sont enregistrés sous le code 7 ; depuis 2015, il est en outre possible d'ajouter un code spécifique permettant de faire la différence entre les salariés et les indépendants.

2.1.5.2 Indemnités journalières de l'AC, des APG, des APG COVID-19, de l'AI, de l'AM

Les revenus de substitution (AC, APG, APG COVID-19, AM) versés **directement à l'assuré** figurent également sous le type de cotisations (salariés). Un code spécifique permet de les filtrer.

- Numéro de décompte pour l'enregistrement de l'**assurance-chômage** : 999999aabb (aa = numéro de la caisse de chômage bbb = numéro de l'organisme payeur).
- Numéro de décompte pour l'enregistrement des **indemnités journalières de l'AI** soumises à cotisation qui sont versées directement à l'ayant droit : 888888888888.
- Pour les **allocations pour perte de gain** soumises à cotisation et versées directement par la caisse de compensation aux personnes servant dans l'armée ou la protection civile ou effectuant un service civil, ou qui perçoivent des allocations de maternité ou de paternité, le numéro de décompte 7777777777 est utilisé jusqu'à fin 2023.
À partir de 2024, il sera en outre possible de faire la distinction entre les divers types d'APG ; le numéro de décompte se décomposera comme suit : 77777777xxx = code pour les APG. xxx sert à désigner les APG suivantes : 001 = service dans l'armée, la protection civile ou le service civil 002 = allocation de maternité 003 = allocation de paternité 004 = allocation de prise en charge 005 = allocation d'adoption.
Une large part des allocations pour perte de gain est toutefois versée par le biais de l'employeur et n'est donc pas enregistrée spécifiquement dans le CI AVS.

- Numéro de décompte pour l'enregistrement des **APG COVID-19** (à partir de 2020) versées directement par la caisse de compensation : 5555555555.
- Numéro de décompte pour l'enregistrement des indemnités journalières soumises à cotisation versées directement par l'**assurance-militaire** aux ayants-droit : 6666666666.

2.1.5.3 Autres types de cotisations

- Revenu de personnes sans activité lucrative (cgcot=4) : étudiants, bénéficiaires d'une rente AI, personnes inscrites dans un programme d'occupation, etc.
- Cas de splitting (cgcot=8) : est annoncé lorsque le couple marié déclare son splitting à la caisse de compensation. Il convient de garder à l'esprit que les couples ont jusqu'au moment du versement des rentes pour faire cette déclaration, et non jusqu'à la date du divorce. Les cas de splitting précédant immédiatement le versement des rentes ne sont plus enregistrés dans le CI AVS.
- Assurance facultative (cgcot=0) : les Suisses et les ressortissants de l'UE/AELE qui ont quitté la Suisse et ne sont plus assujettis à l'assurance obligatoire, qu'ils travaillent ou non, peuvent, à certaines conditions, adhérer à l'assurance facultative. Ils versent alors uniquement les cotisations à l'AVS/AI, mais non aux APG ou à l'AC. L'assurance facultative a été réformée en profondeur suite à la conclusion des accords bilatéraux. Le nombre de cotisants a fortement baissé depuis.
- Timbres-cotisations (cgcot=5) : auparavant, les cotisations des étudiants sans activité lucrative étaient décomptées au moyen de timbres-cotisations apposés dans le carnet.
- Bonifications pour tâches d'assistance (cgcot=0 et numéro de décompte = 1111111111).

2.1.6 Multiactivité (cumul d'emplois)

Le CI AVS peut contenir plusieurs enregistrements par année. Ceux-ci peuvent porter sur le même type de cotisations (dans le cas d'employeurs multiples, par ex.) ou sur des types différents. Ce dernier cas de figure est relativement fréquent chez les indépendants. Ces emplois peuvent se succéder ou être exercés simultanément, mais les données ne permettent pas de faire la différence (voir exemples). En effet, pour les indépendants, les informations enregistrées proviennent de la déclaration d'impôts et couvrent donc toujours l'année entière (janvier à décembre).

Exemple 1, revenu mensuel : une personne se met à son compte et quitte son emploi salarié (activités successives)

	janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
Salaire	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500	7 500						
Revenu en tant qu'indépendant							600	600	600	600	600	600

Exemple 2, revenu mensuel : une personne se met à son compte et réduit son taux d'occupation salariée (activités simultanées)

	janv.	févr.	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	oct.	nov.	déc.
Salaire	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Revenu en tant qu'indépendant							600	600	600	600	600	600

Les données du CI AVS ne permettent pas de faire la distinction entre le premier et le deuxième cas, puisque seul le revenu total par type de cotisations y est enregistré. Il est toutefois possible de déterminer si le revenu provient d'une activité indépendante ou d'une activité salariée.

Enregistrement dans le CI AVS	Exemple 1 :	Exemple 2 :
Salaire	45 000	janv. – juin
		45 000
		janv. – déc.

2.2 Autres sources de données (notamment ESPA) et comparaison avec le CI AVS

L'enquête suisse sur la population active (ESPA) est la principale source de données permettant d'identifier les indépendants au sens de la statistique du marché du travail, qui applique des définitions internationales. Les indépendants au sens strict sont eux identifiables dans les données sur le revenu AVS (CI AVS) ainsi que dans l'ESPA. Ces deux sources diffèrent toutefois légèrement de par leur conception, ce dont il faut tenir compte au moment d'interpréter les résultats.

- Dans les données de l'AVS, la **date de référence correspond** à tous les revenus enregistrés au cours d'une année, indépendamment du nombre de mois où la personne a effectivement exercé en tant qu'indépendant. Dans l'ESPA, l'activité lucrative est relevée à un moment donné (semaine de référence) et une moyenne, trimestrielle ou annuelle, est ensuite calculée sur cette base.
- **1 limite d'heures** (définition de l'OIT utilisée dans l'ESPA) : sont considérés comme indépendants toutes les personnes qui ont travaillé contre rémunération au moins une heure pendant la semaine de référence ou, en cas d'absence temporaire, qui disposent toujours d'une place de travail en tant qu'indépendant ou salarié. Cela signifie que la statistique du marché du travail inclut également les personnes qui n'apparaissent pas nécessairement dans les données de l'AVS (franchises de cotisations et autres revenus non déclarés).
- **Activité principale** : l'ESPA relève l'activité principale permettant de classer les indépendants, c'est-à-dire l'emploi principal de la personne, qui correspond en général au revenu le plus élevé en cas de cumul d'emplois. Dans les données de l'AVS, la décision de classer une personne comme indépendante ou non relève de la caisse de compensation. Les données sur le revenu AVS ne donnent qu'une idée imprécise des cumuls d'emplois, puisque ces derniers ont pu être exercés successivement ou simultanément au cours d'une même année de cotisation (voir exemple au point 2.1.5).

3. Activité indépendante au sens de l'AVS (indépendant AVS)

Sauf mention contraire, les indépendants AVS sont définis comme suit :

Définition des indépendants selon le CI AVS

Sont considérées comme indépendants AVS toutes les personnes âgées de 18 à 63 (femmes) ou 64 (hommes) ans durant l'année de cotisation et enregistrées en tant qu'indépendant (cgcot=3). Elles sont réparties en trois catégories :

- **Activité indépendante pure** : le revenu provient de l'activité indépendante, aucun emploi salarié n'a été exercé au cours de la même année. La combinaison du revenu provenant de l'activité indépendante et d'indemnités journalières de l'AI, de l'APG ou de l'AM fait également partie de cette catégorie.
- **Activité indépendante principale** : au cours d'une même année, le revenu provient de l'activité indépendante **et** d'un emploi salarié et / ou d'indemnités journalières des AC. Le revenu provenant d'un emploi salarié (y compris AC) est inférieur à celui provenant de l'activité indépendante.
- **Activité indépendante accessoire** : au cours d'une même année, le revenu provient de l'activité indépendante **et** d'un emploi salarié et / ou d'indemnités journalières des AC. Le revenu provenant d'un emploi salarié (y compris AC) est supérieur à celui provenant de l'activité indépendante.

Explication : les indépendants n'ont pas droit aux indemnités de l'assurance-chômage. L'enregistrement de ces indemnités présuppose l'existence d'une activité salariée ; les personnes qui les perçoivent ne sont donc pas considérées comme exerçant une activité indépendante pure. On prend en compte l'année qui précède l'âge de référence (jusqu'à 2025 : 64 ans pour les femmes et 65 ans pour les

hommes), puisqu'il n'est pas possible de déterminer si un assuré qui atteint l'âge de référence a travaillé jusqu'à l'âge ordinaire de la retraite ou jusqu'à la fin de l'année.

Définition des indépendants travaillant dans le secteur agricole selon le CI AVS

Les définitions des indépendants travaillant dans le secteur agricole recourent celles mentionnées plus haut. Sont considérés comme indépendants actifs dans le secteur agricole toutes les personnes âgées de 18 à 63 (femmes) ou 64 (hommes) ans durant l'année de cotisation et enregistrées en tant qu'indépendants dans le secteur agricole (cgcot=9). Elles sont également réparties en trois catégories.

4. Ancien indépendant dans l'AI et dans l'AVS

Toute étude portant sur le recours aux prestations (rentes AVS, rentes AI, etc.) des indépendants et des salariés passe par des analyses longitudinales. Comme ce recours intervient en principe après la phase d'activité, il est nécessaire de définir l'expression *ancien* indépendant.

Exemple : une personne ayant exercé comme indépendant au cours des deux années précédant l'âge ordinaire de la retraite, mais qui a auparavant été salariée pendant l'ensemble de sa carrière est-elle considérée comme indépendante ? Du point de vue de la sécurité sociale, et pour la prévoyance professionnelle, les années passées en tant qu'indépendant jouent dans ce cas un rôle mineur.

Les travaux portant sur la définition des anciens indépendants bénéficiaires de rentes AVS et AI sont en cours.

Données utilisées

- CI AVS de la CdC/OFAS

Informations sur Internet

- Publication électronique : www.avs.bsv.admin.ch

Mentions légales

Éditeur : Office fédéral des assurances sociales OFAS

Traduction : Service linguistique de l'OFAS, document disponible en français et en allemand

Renseignements : Office fédéral des assurances sociales, domaine MAS, Ann Barbara Bauer, tél. 058 483 98 26, data@bsv.admin.ch